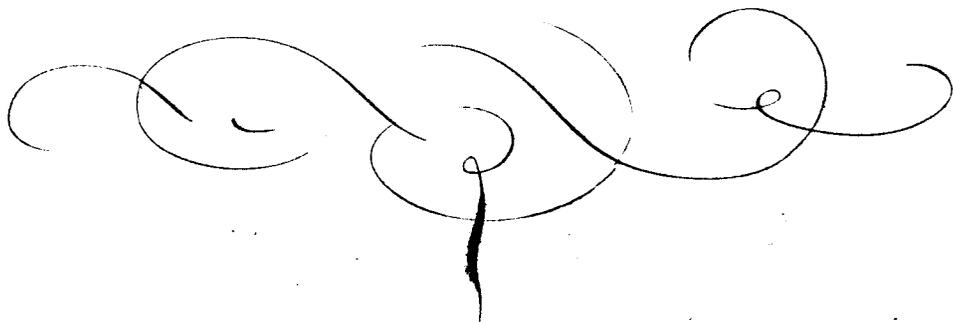


Napoléon,

*par la grâce de Dieu et la volonté nationale,
Empereur des Français,
à tous ceux qui ces présentes Lettres verront,
Salut.*

*Un Traité d'amitié, de commerce et de
navigation ayant été signé, le 29 Octobre
1857, entre la France et les Îles Sandwich;*

Traité dont la teneur suit:

A decorative flourish consisting of several elegant, flowing loops and curves, centered below the text.

Au nom de la très sainte Trinité.

Des relations de commerce étant établies, depuis
plusieurs années, entre la France et les Iles Sandwich,
il a été jugé utile d'en régulariser l'existence, d'en
favoriser le développement et d'en perpétuer la
durée par un Traité d'amitié, de commerce et de
navigation, fondé sur l'intérêt commun des deux
Pays, et propre à faire jouir les sujets respectifs
d'avantages égaux et réciproques.

D'après ce principe et à cet effet, ont nommé pour
Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français,
M. Louis Emile Perrin, Chevalier de l'Ordre
Impérial de la Légion d'Honneur, Son Consul
et Commissaire près du Gouvernement Hawaïen;

Et Sa Majesté le Roi des Iles Sandwich,
Son Altesse Royale le Prince Loth Kamihamihā,
Général, Commandant en Chef des troupes hawaïennes,
Son Ministre de l'Intérieur, Ministre des Finances
ad interim, Membre de Son Conseil privé et de la

Chambre

Chambre des Nobles:

Et M. Robert Crichton Wyllie, Son Ministre
des Affaires Étrangères, Son Secrétaire d'État pour
la Guerre et la Marine, Membre de Son Conseil
Privé et de la Chambre des Nobles.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins
pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des Articles suivants:

Art: 1^{er}.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle
entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses
héritiers et successeurs, d'une part, et Sa Majesté
le Roi des Îles Sandwich, ses héritiers et successeurs,
d'autre part, et entre les sujets de l'un et de l'autre
État, sans exception de personnes ni de lieux.

Art: 2.

Il y aura entre tous les territoires de l'Empire
Français en Europe et ceux des Îles Sandwich une
liberté réciproque de commerce. Ses sujets respectifs
pourront entrer en toute liberté, avec leurs navires et

et cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des deux États qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle conformément aux lois, pour y décharger, en tout ou en partie, les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leur cargaison de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même État, ou autrement de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme les nationaux; s'établir partout où ils le jugeront convenable à leurs intérêts; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes et, notamment, de présenter en douane leurs propres déclarations ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur, agent, consignataire ou interprète, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution. Ils auront la faculté d'acheter et de vendre à qui bon leur semblera, sans qu'aucun monopole, contrat ou privilège exclusif de vente ou d'achat, puisse leur porter préjudice ou restreindre, en quoi que ce soit, leur liberté à cet égard. Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que destinés à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et réglemens du pays.

Enfin, ils ne seront assujettis dans aucun des cas ci-dessus à d'autres charges, taxes ou impôts, en matière de douanes, que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Art. 3.

Il est convenu que les documents présentés

par des Français dans leur propre langue seront admis dans tous les cas où des documents en langue anglaise le seraient, et que les affaires auxquelles se rapportent les pièces rédigées dans ces deux langues seront expédiées avec la même bonne foi et le même soin. Toutes les fois que l'exactitude de la traduction de l'une des pièces sus-énoncées sera mise en question, la dite traduction sera soumise au Consul de France qui, après examen, la certifiera conforme.

Art: 4.

Les sujets respectifs jouiront dans l'un et l'autre État d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou seront accordés.

aux nationaux).

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires quels qu'ils soient, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront pas être assujettis pour leurs propriétés soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sans exception.

Les sujets hawaïens jouiront dans toutes les possessions et colonies françaises des mêmes droits, privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation, dont jouit actuellement ou jouira la nation la plus favorisée; et, réciproquement, les Français habitant des possessions et colonies de la France jouiront, dans toute leur extension, des mêmes droits, privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce Traité, sont accordés, aux Îles Sandwich, aux Français, à leurs commerce et à leur navigation.

Art: 5.

Les Français ne seront inquiétés ni gênés en aucune manière, aux Iles Sandwich, pour cause de religion: ils jouiront, au contraire, dans l'exercice public ou privé de leur culte, d'une entière liberté de conscience et de toutes les garanties, droits et protection assurés aujourd'hui, ou qui seraient assurés, par la suite, aux sujets indigènes et aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets hawaïens jouiront en France, en matière de religion, des mêmes droits, garanties, liberté et protection.

Art: 6.

Les sujets des deux Pays seront libres d'acquiescer et de posséder des immeubles et de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les sujets de l'un des deux États qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre, pourront succéder sans empêchement à ceux des dits biens que

leur seraient dévolus même, *ab intestat*; et en disposer selon leur volonté; et les dits héritiers ou légataires ne seront assujettis à aucun droit d'aubaine ou de détraction et ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou autres plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes.

Art: 7.

Si (ce qu'à Dieu ne plaise) la paix entre les deux Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, aux sujets de chacune des deux Parties contractantes, *sur terme d'une année*, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils indiqueront de leur propre gré.

Tous les autres Français ou Hawaïens ayant un établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation que ce soit, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en l

aucune manière, et la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens leur sera laissée, tant qu'ils ne commettent aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, ne seront assujettis à aucune saisie ou sequestre, ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux. De même, les deniers qui leur seraient dûs par des particuliers ou qu'ils posséderaient dans les fonds publics, dans les banques et compagnies industrielles ou commerciales, ne pourront jamais être saisis, sequestrés ou confisqués.

Art. 8.

Le commerce français dans les Iles Sandwich, et le commerce hawaïen en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie des Iles Sandwich, et dans ces Iles, sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront

être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les droits d'exportation.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux Pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations; et les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine ou de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États, seront également communes à toutes les autres nations.

Art: 9.

Tous les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux Pays, dont l'importation n'est pas expressément prohibée, paieront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires Français ou Hawaïens. De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits, et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions de droits, qui sont ou pourraient être réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux. Toutefois, il est fait

exception à ce qui précède, en ce qui concerne les avantages et encouragements particuliers dont la pêche nationale est ou pourra être l'objet dans l'un ou l'autre Pays.

Art: 10.

Il est convenu :

1^o Que l'importation et la vente des vins et eaux de vie d'origine française ne pourront être prohibées dans les Iles Sandwich;

2^o Que le taux des droits imposés, dans les ports hawaïens, à l'importation des vins d'origine française, dits de cargaison, en barriques et en caisses, n'excédera pas, pendant la durée du présent Traité, le taux de 5 p. p. de la valeur; les prix de facture devant servir de base d'évaluation, conformément à la loi hawaïenne du 27 avril 1846;

3^o Que le taux des droits sur les vins français de qualité supérieure, mais qui ne contiendront pas plus de 18 p. p. d'alcool, n'excédera pas, pendant la même période, 15 p. p. de la valeur;

4^o Que le taux des droits imposés sur les eaux

de vie d'origine française, n'excédera pas, pendant la même période, trois piastres au maximum par gallon, tel qu'il est défini par la loi Hawaïenne du 27 avril 1846, troisième partie, chapitre 4, article 2, page 187.

Il ne sera ajouté, dans aucun cas, aux droits sur les vins et aux de vie ci-dessus spécifiés, aucune surtaxe de douane ou de navigation, ou autre charge quelconque, à quelque titre que ce soit.

Il est entendu que rien, dans cet article, ne s'opposera au rétablissement du droit de tonnage par le Gouvernement Hawaïen, et sur l'ensemble de sa navigation nationale et étrangère.

Art: 11.

Les navires français arrivant dans les ports des Iles Sandwich ou en sortant, et les navires hawaïens, à leur entrée dans les ports de France ou à leur sortie des dits ports, ne seront assujettis ni à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, d'ancrage, de port, de quai, de pilotage, de quarantaine ou autres, sous quelque dénomination

que ce soit, affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée.

Art: 12.

Les bâtiments français aux Iles Sandwich, et les bâtiments hawaïens en France, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même Etat, soit pour y achever de débarquer leur chargement d'arrivée, soit pour y compléter leur chargement de retour en ne payant, dans chaque port, d'autres ou de plus forts droits que ceux que paient les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

Art: 13.

Lorsque, par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, les navires de l'une des deux Puissances contractantes entreront dans les ports de l'autre ou toucheront sur les côtes, ils ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque

dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres représentant le salaire de services rendus par des industriels privés, pourvu que ces navires n'effectuent aucune opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises composant leur chargement, pour empêcher qu'elles ne déperissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries du bâtiment.

Art: 14.

Seront considérés comme Français les bâtiments construits en France, ou nationalisés conformément aux lois de ce pays, pourvu, d'ailleurs, que les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient Français. Le ou les propriétaires dudit navire ne seront tenus de justifier de la même nationalité que dans les proportions fixées par la loi française.

De même, devront être considérés comme

Hawaïens tous les bâtimens construits sur le territoire des Iles Sandwich, ou nationalisés conformément aux lois Hawaïennes, pourvu, toutefois, que les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient Hawaïens. Ce ou les propriétaires dudit navire ne seront tenus de justifier de la même nationalité, que dans les proportions fixées par la loi Hawaïenne.

Il est convenu, d'ailleurs, que tout navire français ou hawaïen, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilège de sa nationalité, devra être muni d'un passe-port, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement communiquée, et qui, certifiée par l'autorité compétente pour le délivrer, constatera:

1° D'abord le nom, la profession et la résidence en France ou aux Iles Sandwich du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun d'eux possède.

2° Le nom, la dimension, la capacité et enfin toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître, aussi bien qu'établir sa nationalité.

En cas de doute sur cette nationalité, sur celle du

propriétaire, du Capitaine et de l'équipage, les Consuls ou les Agents Consulaires de celui des deux Pays pour lequel le navire sera destiné, auront le droit d'en demander les preuves authentiques avant de viser les papiers du bord, le tout sans frais pour le navire.

Si l'expérience venait à démontrer que les intérêts de la navigation de l'une ou de l'autre des deux Parties contractantes souffrent de la teneur du présent Article, Elles se réservent d'y apporter, d'un commun accord, les modifications qui Leur paraîtraient convenables.

Art: 15.

Les bâtiments de guerre, les bateaux à vapeur de l'état, les paquebots affectés à un service postal et les navires baleiniers français auront un libre accès dans les ports hawaïens de Hanalei, Honolulu, Lahaina, Hilo, Kawaïhae, Kealahakua, Keoloa; ils pourront y séjourner, s'y réparer et y faire rafraichir leurs équipages; ils pourront aussi aller d'un port à l'autre des Iles Sandwich, pour

s'y procurer des vivres frais.

Dans tous les ports inoncés dans le présent article, comme dans tous ceux qui pourront être ouverts par la suite aux navires étrangers, les bâtiments de guerre, bateaux à vapeur, paquebots, poste et navires baleiniers français seront soumis aux mêmes règles qui sont ou seront imposées, et jouiront, à tous égards, des mêmes droits, privilèges et immunités qui sont ou seront accordés aux mêmes navires et bâtiments baleiniers hawaïens ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Art: 16.

Il pourra être établi des Consuls et Vice-Consuls de chacun des deux Pays dans l'autre, pour la protection du commerce; mais ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir obtenu l'exequatur du Gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les Consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction.

qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art: 17.

Les Consuls et Vice Consuls respectifs, ainsi que les Clèves Consuls, Chanceliers ou Secrétaires, attachés à leur mission, jouiront dans les deux Pays des privilèges généralement attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires, et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins toutefois, qu'ils ne soient sujets du pays, ou qu'ils ne deviennent soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. Ces Agents jouiront, en outre, de tous les autres privilèges, exemptions et immunités qui pourront être accordés dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Les Consuls et Vice Consuls, non plus que

les Clèves, Chanceliers et Secrétaires, étrangers à tout acte de commerce et exclusivement limités à l'accomplissement de leurs devoirs publics, ne pourront être soumis à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part, elle devra la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des Consuls ou Vice-Consuls, leurs Chanceliers ou Secrétaires seront, de plein droit, admis à gérer par intérim les affaires de l'établissement Consulaire, sans empêchement ni obstacle de la part des autorités locales, qui leur donneront, au contraire, dans ce cas, toute aide et assistance, et les feront jouir, pendant la durée de leur gestion intérimaire, de tous les droits, privilèges et immunités stipulés dans la présente Convention en faveur des Consuls et Vice-Consuls.

Pour l'exécution du paragraphe qui précède, il est convenu que les Chefs de postes Consulaires de-

vront à leur arrivée dans le pays de leur résidence, envoyer au Gouvernement une liste nominative des personnes attachées à leur mission; et si quelque changement s'opérait ultérieurement dans le personnel, ils en donneront également avis.

Art: 18.

Les archives et en général tous les papiers des Chancelleries des Consolats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art: 19.

Les Consuls respectifs seront libres d'établir des Agents Consulaires ou Vice Consuls dans les différentes villes, ports et lieux de leur arrondissement consulaire où le bien du service qui leur est confié l'exigera, sauf, bien entendu, l'approbation et l'acquittement du Gouvernement territorial. Ces Agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux Pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le Consul qui les

aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés. Ils jouiront, d'ailleurs, des mêmes privilèges et immunités stipulés par l'article 17 de la présente Convention, sauf les exceptions mentionnées dans le premier paragraphe dudit article.

Art: 20.

Les Consuls respectifs pourr^{ont}, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteur testamentaire: 1^o apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente qui pourra y assister et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le Consul, et dès lors, ces doubles scellés ne seront levés que de concert, 2^o dresser aussi, en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession; 3^o faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers en dépendant, enfin, administrer et liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer

et liquider l'adite succession, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits Consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes qui se publieront dans l'étendue de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la Succession ou de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art: 21.

En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets des deux Pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant, les Consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation. (et

connaîtront seuls de tous les crimes, délits, contraventions et autres sujets de difficultés, relatifs au dit ordre intérieur qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage, pourvu que les parties contendantes soient exclusivement des sujets français ou des sujets hawaïens; et les autorités locales ne pourront y intervenir autrement qu'avec l'approbation et le consentement du Consul, ou dans les cas où la paix et la tranquillité publiques seraient troublées ou compromises.

Art: 22.

Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leur nation respective, à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté desdits bâtiments. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si le navire était parti, par copie des dites pièces.

dûment certifiée par eux que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est, en outre, formellement convenu que toute autre conception ou facilité tendant à réprimer la désertion, que l'une des deux Parties contractantes aurait accordé ou accorderait par la suite à un autre Etat, sera considérée comme également acquise de plein droit à l'autre Partie contractante, de la même manière que si cette conception ou facilité avait été expressément stipulée dans le présent Traité.

Art: 23.

Toutes les fois que les armateurs, les chargeurs, les assureurs ou leurs Agents respectifs, soit dans le port de départ, soit dans celui d'arrivée, n'y feront aucune objection, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglés par les Consuls de leur nation.

Art: 24.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes des Iles Sandwich, seront dirigées par les Consuls de France, et, réciproquement, les Consuls hawaïens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux Pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour

l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des Consuls ou Vice-Consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Les indemnités de sauvetage et autres dépenses accessoires ne pourront être, dans les deux Pays, autres ou plus élevées que celles qui seraient payées, en pareil cas, par un navire national.

Art: 25.

Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les Agents diplomatiques et consulaires, les sujets de toute classe, les navires, les chargements et les marchandises de l'un des deux États jouiront, de plein droit, dans l'autre des franchises, privilèges et immunités quelconques consenties ou à consentir en faveur de la nation

la plus favorisée; et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Il est notamment stipulé que l'arrangement postal conclu à Honolulu, le 24 novembre 1853, et qui règle l'échange de la correspondance entre les Isles de la Société et l'Archipel Hawaïen, et, réciproquement, sera maintenu, et que les deux Parties contractantes se réservent uniquement d'en modifier les détails, au fur et à mesure que la nécessité pourra s'en faire sentir.

Art: 26.

Le présent Traité subsistera vigoureux pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des Ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le dit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en l.

question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation et énoncées dans les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 24 seraient seules considérées comme cessées et expirées; mais qu'à l'égard des autres articles, le Traité n'en resterait pas moins perpétuellement obligatoire, et ne pourrait être modifié que d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Art: 27.

Le présent Traité sera ratifié et les Ratifications en seront échangées à Honolulu, dans le délai de dix mois, ou plus tôt si faire se peut. Il ne sera mis à exécution que douze mois après la date dudit échange.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-désignés l'ont signé et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Honolulu, le vingt-neuvième
jour du mois d'Octobre, de l'an de Grâce
mil huit cent cinquante sept.

(L.S.) Em. Perrin.

(L.S.) L. Kaméhaméha.

(L.S.) R. C. Wyllie.

Houa, ayant vu
et examiné le dit Traité, l'avant approuvé
et approuvé en toute et chacune de ses
dispositions qui y sont contenues. Déclarons
qu'il

qu'il est accepté, ratifié et confirmé, et Promettons
qu'il sera inviolablement observé.

En foi de quoi, Nous avons donné
les présentes signées de notre main et munies
de notre sceau Impérial.

Au palais des Tuileries, le vingtième
jour du mois de mars de l'an de Grâce mil
huit cent cinquante huit ./. .



Par l'Empereur:



FRANCE

Signed at Honolulu, October 29th 1857

Relations of commerce having been established several years ago between France and the Sandwich Islands, it has been considered useful to regulate these relations, to favor their development and to perpetuate their duration, by a treaty of Friendship, Commerce and Navigation, founded on the common interests of the two States, and such as to secure the enjoyment, by their respective subjects, of equal and reciprocal advantages.

In conformity with this principle, and with this object, they have nominated for their Plenipotentiaries, to wit:

His Majesty the Emperor of the French, Monsieur Louis Emile Perrin, Knight of the Imperial Order of the Legion of Honor, His Consul and Commissioner near the Hawaiian Government:

And His Majesty the King of the Sandwich Islands, His Royal Highness the Prince Lot Kamehameha, General Commanding-in-Chief, His Minister of the Interior, Acting Minister of Finance, Member of His Privy Council and of the House of Nobles; and Robert Crichton Wyllie, Esq., His Minister of Foreign Relations, His Secretary of State for War and the Navy, Member of His Privy Council and of the House of Nobles:

Who, having communicated their respective powers, found in due form and order, have agreed to the following articles:

ARTICLE I. There shall be constant peace and perpetual friendship between His Majesty the Emperor of the French, His heirs and successors, on the one part, and His Majesty the King of the Sandwich Islands, His heirs and successors, on the other part and between the subjects of the two States without excepting persons or places.

ARTICLE II. There shall be reciprocal liberty of commerce between all the territories of the French Empire, in Europe, and those of the Hawaiian Islands. Their respective subjects shall have entire liberty to enter with their ships and cargoes, in all the places, ports and rivers of the two States, which are or may be opened to foreign commerce.

They shall have liberty to trade from place to place, under the provisions of the laws, to discharge there, in all or in part, the cargoes by them imported from abroad, and, thereafter, to lay in their return cargoes; but they shall not have liberty there to discharge the merchandise which they shall have received from another port of the same State, or, in other words, to carry on the coasting trade, which remains exclusively reserved to the natives.

They shall have liberty, in their respective territories, to travel or reside, trade by wholesale or retail, as native subjects, to establish themselves wherever they may think it suitable for their interests, to hire and occupy the houses, stores and shops which may be

necessary to them, to effect the transmissions of goods and money and to receive consignments, to be admissible as bondsmen, at the custom-houses, after they shall have been established more than one year in their places of residence, within either of the two States, and after that the real estate which they may there possess shall afford a sufficient guaranty.

They shall be at entire liberty to conduct their business themselves, and especially to present in the custom-houses their own declarations, or to be represented when they find it convenient by a factor, agent, consignee or interpreter, without having, as foreigners, to pay any extra charge or pecuniary allowance. They shall have the right to buy and to sell of and to whom they please, without any monopoly, contract or exclusive privilege of sale or purchase, prejudicing or restricting in any manner whatever, their liberty in this respect. They shall be equally free in all their purchases as well as in all their sales, to fix the price of their goods, merchandise and objects of every kind, both imported and destined for exportation, so long as they comply with the laws and regulations of the country.

Finally, they shall not be subjected in any of the aforesaid cases, to other charges, taxes or imposts at the custom-houses than those to which native subjects are subjected.

ARTICLE III. It is agreed, that documents presented by French subjects in their own language shall be admitted in every case in which documents in the English language may be admitted, and the business to which the documents drawn up in said language may relate shall be dispatched with the same good faith and care; but whenever a translation is presented about the accuracy of which a difference may arise, the same shall be referred to the French Consul for his revision and certificate of approval.

ARTICLE IV. Their respective subjects shall enjoy in both States, a constant and complete protection for their persons and properties. They shall, consequently, have free and easy access to the tribunals of justice, in prosecution and defense of their rights, in every instance, and in all the degrees of jurisdiction established by the laws. They shall be at liberty to employ, in all circumstances, the advocates, solicitors or agents of every class that they may think proper; in fine, they shall enjoy, in all these respects, the same rights and, privileges which are or may be granted to native subjects.

They shall, besides, be exempt from all personal service, whether in the army or the navy, in national guards or militia, as also from every war tax, forced loan, requisition or military service, whatever it may be, and in every other case they shall not be subjected, whether as regards their personal property or real estate, to other charges or imposts than those to which the natives themselves, or the subjects or citizens of the most favored nation, without exception, shall be subjected.

Hawaiian subjects shall enjoy in all the possessions and colonies of France the same rights, privileges and the same liberty of commerce and navigation which are actually enjoyed or may be enjoyed by the most favored nation, and reciprocally, the French inhabitants of the possessions and colonies of France shall enjoy, in all their extension, the same rights and privileges, and the same liberty of commerce and navigation which, by this treaty, are accorded in the Hawaiian Islands to the French in regard their commerce and navigation.

ARTICLE V. French subjects shall not be disturbed or troubled in any way in the Hawaiian Islands on account of religion; they shall enjoy, on the contrary, in the public or private exercise of their worship, entire liberty of conscience and all the guarantees, rights and protection now ensured or that may be hereafter ensured to native subjects and the subjects or citizens of the most favored nation.

Hawaiian subjects shall enjoy, in France, in regard to religion, the same rights, guarantees, liberty and protection.

ARTICLE VI. The subjects of the two countries shall be free to acquire and possess real estate, and to dispose, as may suit them, by sale, donation, exchange, will, or in any other way whatever, of all the property which they may possess in the respective territories; also, the subjects of either of the two States who may become heirs of property situated in the other, may succeed without hindrance to those said properties which may devolve upon them even *ab intestato*, and dispose of them according to their pleasure; and the said heirs or legatees shall not be subjected to any charges of transfer or deduction, and shall not be bound to pay any expenses of succession or others higher than those which shall be borne, in like cases, by the natives themselves.

ARTICLE VII. If (which God forbid!) the peace between the two contracting parties come to be broken, there shall be granted, on both sides, to the subjects of each of the two contracting parties, a term of one year to settle their affairs and to dispose of their property, and, moreover, a safe conduct shall be delivered to them to embark in such ports as they may voluntarily indicate.

All other Frenchmen or Hawaiians having a fixed or permanent establishment in the respective States, for the exercise of any profession or occupation, whatever it may be, shall be allowed to preserve their establishments and to continue their profession without being disturbed in any manner whatever and they shall continue in the full and entire possession of their liberty and their property so long as they shall commit no offense against the laws of the country. Finally, their property or goods, of whatever nature they may be, shall not be subjected to any seizure or sequestration, nor to other charges and imposts than those exacted from natives.

Likewise the moneys which may be due to them by private individuals, or which they may possess, in the public funds, in banks, in manufacturing and commercial companies, shall never be seized, sequestered or confiscated.

ARTICLE VIII. French commerce in the Hawaiian Islands, and Hawaiian commerce in France, shall be treated, in regard to custom-house duties, both for importation and exportation, as that of the most favored foreign nation.

In any case the import duty imposed in France upon the products of the soil or of the industry of the Hawaiian Islands, and in those Islands upon the products of the soil or of the industry of France, shall not be other or higher than those to which the same products of the most favored nation are or may be subjected. The same shall be observed in regard to duties on exportation.

No prohibition or restriction of importation or exportation shall take place in the reciprocal trade of the two countries, which shall not be equally extended to all other nations, and the formalities which may be required to authenticate the origin or the

process of the goods respectively imported into either of the two States, shall be equally common to all other nations.

ARTICLE IX. All the products of the soil and of the industry of either of the two countries, the importation of which is not expressly prohibited, shall pay in the ports of the other the same duties of importation, whether they be laden on board of French or Hawaiian vessels. Also the products exported shall pay the same duties and enjoy the same franchises, allowances and drawbacks of duties which are or may be reserved to the exportation made in national vessels, excepting, however, from the foregoing all special privileges and encouragements granted or to be granted in either of the two countries to their national fisheries.

ARTICLE X. It is agreed:

1. That the importation and the sale of wines and brandies of French origin shall not be prohibited in the Hawaiian Islands.

2. That the rate of duties imposed in Hawaiian ports on the importation of wines of French origin, namely, those known as wines of “cargaison” in casks and in cases, shall not exceed, during the existence of the present treaty, the rate of 5 per cent. on the value, the invoice cost to serve as the basis of appraisement, agreeably to the Hawaiian law of April 27th, 1846.

3. That the rate of duties on French wines of higher quality, but under 18 per cent. of alcoholic strength, shall not, during the same period, exceed that of 15 per cent. *ad valorem*.

4. That the rate of duties imposed upon brandies of French origin shall not exceed, during the same period, three dollars as a maximum, on the gallon, such as defined by the Hawaiian law of April 27th, 1846, 3d part, 4th chapter, article 2d, page 187.

5. There shall not be added, in any case, to the duties on wines and brandies herein specified any extra charge of customs or navigation, or any other charge, whatever its title may be.

It is understood that nothing in this article shall prohibit the imposition of tonnage duties by the Hawaiian Government on the total amount of foreign and national navigation.

ARTICLE XI. French vessels arriving in the ports of the Hawaiian Islands or departing from them, and Hawaiian vessels on their entrance to or departure from the ports of France shall not be subjected to other or higher duties of tonnage, light-houses, anchorage, port, government wharfage, pilotage, quarantine or others, under any denomination whatever it may be, affecting the hull of the vessel, than those to which the vessels of the most favored nation are or may be subjected.

ARTICLE XII. French vessels in the Hawaiian Islands, and Hawaiian vessels in France, may discharge a part of their cargo in the port which they may first enter, and repair, afterwards, with the rest of the same cargo to other ports of the same State, whether it be to complete the lading of their return cargo, they not paying in each port other or higher duties than those which national vessels pay in similar circumstances.

ARTICLE XIII. Whenever in consequence of a forced putting into port or proved average, the vessels of either of the two contracting powers shall enter the ports of the other or touch upon its coast, they shall not be subjected to any duties of navigation, under any denomination under which these duties may be respectively established, except the duties of pilotage and others representing the payment of the services rendered by private exertions, provided that the vessels shall not engage in any operation of trade, whether in loading or in discharging goods. They shall be allowed to deposit on shore the goods composing their cargoes to prevent their destruction, and no other charges shall be exacted of them than those which relate to the hiring of stores and public workshops which may be necessary for the deposit of the goods and the repairs of the damages of the vessels.

ARTICLE XIV. Vessels constructed in France, or nationalized according to the laws of that country, shall be considered to be French vessels, provided always that the captain and three-fourths of the crew be French. The owner or the owners of the said vessels shall have to prove the same nationality only in the same proportions as required by the French laws.

In like manner all the vessels constructed within the territory of the Hawaiian Islands, or nationalized agreeably to Hawaiian laws, shall be considered Hawaiian vessels, provided always that the captain and three-fourths of the crew be Hawaiian. The owner or the owners of the said vessels shall have to prove the same nationality only in the same proportions as those required by the Hawaiian laws.

It is besides agreed that every French or Hawaiian vessel, in order to enjoy, under the above conditions, the privilege of its nationality, shall be furnished with a passport, license to sail, or register, the form of which shall be reciprocally communicated, and which being certified by the authorities competent to deliver the same shall show:

1. The name, the profession and the residence in France, or in the Hawaiian Islands, of the owner, expressing therein that he is the only owner, or if there are several owners, stating their number and what share each of them possesses.

2. The name, the dimensions, the burden, and in short all the peculiarities of the vessel which may distinguish her as well as establish her nationality. In case of any doubt in regard to that nationality, that of the owner, of that captain and of the crew, the consuls or consular agents of either of the two countries to which the vessel may be destined shall have the right to require authentic proofs before vizing the papers on board, but this to be without any expense to the vessel.

If experience should hereafter demonstrate that the interests of the navigation of either of the two contracting parties suffer by the tenor of the present article, they reserve to themselves to make therein in common accord the modifications which may appear to them convenient.

ARTICLE XV. The vessels of war, the steam vessels belonging to the State, the packet boats engaged in the postal service, and the French whaling vessels, shall have free access to the Hawaiian ports of Hanalei, Honolulu, Lahaina, Hilo, Kawaihae, Kealahou and Koloa; they shall have the liberty to stay there to make repairs and to refresh their crews; they may also proceed from one port to another of said ports of the Hawaiian Islands with the view of their procuring fresh provisions.

In all the ports specified in the present article, as well as in all those which may be hereafter opened to foreign vessels, the vessels of war, steam vessels belonging to the State, the packet boats engaged in the postal service and the French whaleships shall be subjected to the same rules as are or may be imposed on, and shall enjoy in all respects the same privileges and immunities which are or may be granted to the same Hawaiian vessels and whaleships, or to those of the most favored nation.

ARTICLE XVI. Consuls and vice-consuls of each of the two countries may be established in the other for the protection of commerce, but those agents shall not enter upon their functions without having obtained the *exequatur* of the territorial government. The latter shall besides preserve their right to determine the localities in which it may suit it to admit consuls, it being well understood that in this respect the two governments shall not offer respectively any restriction which, in their country, may not be common to all nations.

ARTICLE XVII. The respective consuls and vice-consuls, as well as “*eleves consuls*,” chancellors or secretaries attached to their mission, shall enjoy, in the two countries, the privileges generally allowed to their office, such as the exemption from the billet of soldiers and that from all direct contributions as well personal as on movables, or sumptuary, unless always they be subjects of the country, or that they become either proprietors or possessors of real estate, or, finally, that they engage in trade or commerce, whereby they will be subjected to the same taxes, charges or imposts, as other private individuals. These agents shall enjoy besides, all the other privileges, exemptions and immunities which may be granted in the places of their residence to the agents of the same rank of the most favored nation.

Neither consuls, vice-consuls, nor their “*eleves*,” chancellors or secretaries, provided they are not engaged in business of any sort, but exclusively confine themselves to the fulfillment to their public duties, shall be subjected to appear as witnesses before the tribunals. When the justice of the country shall have need to take any judicial declaration, on their part, it ought to require it of them in writing, or to proceed to their domicile to receive it *viva voce*.

In case of the death, indisposition or absence of the consuls or vice-consuls, the chancellors or secretaries shall enjoy the perfect right of being admitted to manage, *ad interim*, the affairs of the consular establishment, without hindrance or obstacle on the part of the local authorities, which, on the contrary, shall give them, in that case, every aid and assistance; and they shall enjoy, during the period of their provisional management, all the rights, privileges and immunities stipulated, in the present convention, in favor of consuls and vice-consuls.

To secure the execution of the paragraph which precedes, it is agreed that the chiefs of the consular offices, on their arrival in the country of their residence, shall send to the Government a list of the names of the persons attached to their mission, and if any change should therein afterwards be made, they shall in like manner give notice of the same.

ARTICLE XVIII. The archives, and in general, all the papers of the offices of the chancellors of the respective consulates, shall be inviolable, and, under no pretext nor in

any case whatever shall they be seized or examined by the local authorities.

ARTICLE XIX. The respective consuls shall be free to establish consular agents or vice-consuls in the different towns, ports and places within their consular jurisdiction, where the good of the service confided to them shall require it; it being well understood that they shall first obtain the approval and the *exequatur* of the territorial government.

These agents may be indiscriminately chosen from among the subject of the two countries, as well as from among foreigners, and shall be furnished with a commission delivered by the consul who shall have named them, and under whose orders they may be placed. They shall enjoy, besides, the same privileges and immunities stipulated for by the 17th article of the present convention, subject to the exceptions mentioned in the first paragraph of the said article.

ARTICLE XX. The respective consuls, on the death of their fellow-countrymen, deceased without having made wills, or designated any testamentary executors, shall have power:

1. To affix seals, whether officially or at the request of the parties interested, upon the movable effects and the papers of the deceased, giving, beforehand, notice of that operation to the competent local authorities, who may thereat attend, and who, also, if they think proper, may cross, with their seals, those which shall have been affixed by the consuls, and then those double seals shall not be removed except in concert.

2. Also to draw up, in the presence of the competent authorities of the country, if they think it to be their duty to present themselves on the spot, the inventory of the estate.

3. To cause proceedings to take place, according to the usage of the country, for the sale of the movable goods, belonging to the estate; in fine, to administer or liquidate personally, or the name, under their responsibility, an agent to administer and liquidate the said estate, without interference by the local authorities in these new operations.

But the said consuls shall be bound to cause to be announced the death of the deceased in one of the gazettes which may be published within the compass of their jurisdiction; and they shall not have power to make a delivery of the estate, or of its proceeds, to the lawful heirs, or to their mandatories, except after having paid all the debts which the deceased may have contracted in the country, or until one year shall have transpired from the date of the death, without any reclamation having been presented against the estate.

ARTICLE XXI. In everything that concerns the police of the port, the lading and discharging of vessels, the safety of merchandise, property and goods, the subjects of the two countries shall be respectively subject to the laws and statutes of the territory. Nevertheless, the respective consuls shall be exclusively charged with the internal order on board of the merchant vessels of their nation, and shall alone take cognizance of all the crimes, misdemeanors and other matters of difference, in relation to said internal order, which may supervene between the master, the officers, and the crew, provided the contending parties be exclusively French or Hawaiian subjects, and the local authorities shall not be allowed therein to interfere, unless by the approval or consent of the consuls, or in cases where the public peace and tranquility are disturbed and endangered.

ARTICLE XXII. The respective consuls shall have power to cause to be arrested and returned, whether on board or to their own country, sailors and all other persons regularly forming part of the crews of the vessels of their respective nations, bearing any other title than that of passengers, who shall have deserted from the said vessels. For this purpose they shall apply, in writing, to the competent local authorities, and they shall prove by the exhibition of the register of the vessel, or of the roll of the crew, or, if the vessel shall have departed, by copy of the said document, duly certified by them, that the men whom they reclaim made part of the said crew. When this application is so justified, the return is not to be refused. Besides, every aid and assistance shall be given to them for the search, seizure and arrest of the said deserters, who shall even be detained and guarded in the prisons of the country, on the request and at the expense of the consuls, and till those agents shall find an opportunity to send them away. If, however, such an opportunity should not present itself within the period of three months, counting from the day of arrest, the deserters shall be placed at liberty, and shall not be again arrested for the same cause.

It is, moreover, formally agreed that every other concession or facility tending to repress desertion which one of the two contracting parties may have granted, or may hereafter grant, to another State, shall be considered as equally acquired, in full right, by the other contracting party, in the same manner as if that concession or facility had been expressly stipulated in the present treaty.

ARTICLE XXIII. In all cases where there shall be no objection by any of the owners, freighters, insurers, or their respective agents, either in the port of departure or of arrival, the injuries which the vessels of the two countries may have experienced at sea while on their voyage to the respective ports, the repairs of such injuries shall be regulated by the consuls of their respective nations.

ARTICLE XXIV. All the operations relative to the salvage of French vessels shipwrecked or stranded upon the coast of the Hawaiian Islands shall be directed by the consuls of France, and, reciprocally, the Hawaiian consuls shall direct the operations relative to the salvage of the vessels of their nation shipwrecked or stranded on the coast of France.

The local authorities shall only interfere in the two countries to preserve order, to secure the interests of the salvors, if they do not belong to the shipwrecked crew, and to carry into effect the regulations to be observed for the entry and the exportation of the merchandise saved. In the absence of, and until the arrival of the consul or vice-consul, the local authorities shall, moreover, take all necessary measures for the protection of individuals, and the preservation of goods shipwrecked.

The goods saved shall not be subjected to any custom-house duties, unless they be entered for internal consumption.

The charges for salvage and other necessary expenses in the two countries shall not be other or higher than those which may be paid in like cases by national vessels.

ARTICLE XXV. It is formally agreed between the two contracting parties, that besides the preceding stipulations the diplomatic and consular agents, the subjects of every class, the ships, the cargoes and the merchandise of either of the two States, shall

enjoy in full right in the other, the franchises, privileges and immunities of every kind, granted to or which may be hereafter granted in favor of the most favored nation, and this gratuitously if the concession be gratuitous, or with the same compensation if the concession be conditional.

It is specially stipulated that the postal arrangements, concluded in Honolulu on the 24th of November, 1853, and which regulate the exchange of correspondence between the Society Islands and the Hawaiian archipelago, and reciprocally, shall be maintained, and that the two contracting parties reserve to themselves only the right of modifying the details thereof, in the proportion and measure that hereafter necessity may point out.

ARTICLE XXVI. The present treaty shall be in force for ten years counting from the day of exchange of the ratifications, and if, in one year before the expiration of this term, neither the one nor the other of the two contracting parties announce by an official declaration its intention that it shall cease to have effect, the said treaty will remain still obligatory during one year, and so onwards until the expiration of the twelve months which shall follow the official declaration in question, at whatever time it may be made.

It is well understood that in case this declaration come to be made by one or other of the contracting parties, the provisions of the treaty, relative to trade and navigation, and contained in the articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 and 24, shall be alone considered as having ceased and expired, but that, in regard to the other articles, the said treaty shall remain nevertheless, perpetually obligatory and cannot be modified except by a mutual agreement between the two contracting parties.

ARTICLE XXVII. The present treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged, at Honolulu, within the term of ten months or sooner, if possible, and it shall not go into effect until after twelve month from the date of said exchange.

In faith of which the before-named Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed their respective seals.

Done at Honolulu, this twenty-ninth day of October, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and fifty-seven.

[L.S.] EM. PERRIN

[L.S.] L. KAMEHAMEHA

[L.S.] R.C. WYLLIE

AND, WHEREAS, We have fully examined all the points and articles thereof, by and with the advice of Our Privy Council of State, We have confirmed and ratified the foregoing treaty, and We do confirm and ratify the same, in the most effectual manner, promising on Our faith and word as King, for Us and Our successors, to fulfill and observe it faithfully and scrupulously in all its clauses.

In faith of which We have signed this ratification with Our hand, and have affixed thereto the great seal of Our Kingdom.

Given at Our Palace, at Honolulu, this eighth day of September, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and fifty-eight, and the fourth year of Our reign.

[L.S.] KAMEHAMEHA

[L.S.] KAAHUMANU

By the King and Kuhina Nui,

[L.S.] R. C. WYLLIE